

UNIVERSITÉ

societe.union@sonapresse.com

"Déclin" de l'UOB : causes, responsabilités et pistes de solutions

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

D'ENTRÉE, il faut préciser aux puristes de la langue française que l'on ne parle pas ici du déclin dans le sens de chute ou de mort annoncée. Il est plutôt question de mettre en évidence le fait que l'Université Omar-Bongo (UOB) post-90 n'a rien à voir avec le temple du savoir tels que nombreux l'ont connu dans les années 70-80, tant dans l'organisation, la gouvernance que la formation des hommes.

L'UOB connaît ainsi, et cela ne date pas d'hier, une grosse crise de gouvernance traduite par une crise de légitimité. S'il faut rappeler que l'actuel recteur est intérimaire depuis trois ans. Lui-même et le président du conseil scientifique sont, de l'avis de certains, indûment payés, parce qu'occupant illégalement leurs fonctions. Le premier ne manquant pas l'occasion avec ses sbires de se partager les fonds sous la forme de primes, alors que le gros du personnel et autres cadres de l'administration, peinent à toucher ce qui leur reviens de droit. Sans oublier le désordre ambiant dans nombre de facultés. Au-delà, il y a également le déficit d'infrastructures, les failles financières, la faiblesse de la reformulation des contenus pédagogiques. "Et puis, une crise conjoncturelle liée à l'environnement concurrentielle - perte d'exclusivité, écoles supérieures privées à foison - et à la faillite de la puissance publique (corruption, concurrence déloyale)", tance sans ménagement, Noël-Bertrand Boundzanga, enseignant-chercheur à l'UOB. De l'avis de nombreux observateurs, la puissance publique ne comprend pas ce qu'est l'université, en conséquence, "on finit par noyer le poisson en l'accusant de n'être pas en adéquation avec le marché de l'emploi".

Outre les infrastructures et autres, il y a aussi, comme déjà relevé plus haut, le fait de garder des responsables de cette grande école et du conseil scientifique hors de tout cadre légal. "La succession des impostures a fini par affecter même le moral des en-



Il existe des pistes de solutions pour redonner ses lettres de noblesse à l'UOB.

seignants puisqu'ils voient bien que des responsables illégaux ne peuvent conduire les réformes

nécessaires à un redressement de l'université". La faute à la puissance publique, c'est-à-dire

l'autorité de nomination et la tutelle, pointe-t-il. Mais tout n'est pas perdu. En

remettant dans un cadre légal la gouvernance universitaire, en accordant l'autonomie à l'université, en désignant des responsables courageux et méritants et non pas en recyclant le personnel ayant conduit l'UOB à son "ingouvernabilité", en réinjectant de l'argent, en modernisant les infrastructures. Autant de solutions proposées lors des états généraux de l'UOB il y a deux ans, mais qui n'ont pu être mises en oeuvre. L'on peut redonner à l'UOB ses lettres de noblesse. Autre chose pour y arriver : régler les problèmes transversaux. On parle ici du règlement de la bourse qui ne dépend pas de l'université mais qui provoque des grèves d'étudiants.

Désordre calendaire : les grèves à répétition en sont les principales causes

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

FALLONNE, 24 ans, est étudiante à la Faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH) à l'Université Omar-Bongo (UOB). Rencontre il y a quelques jours sur le campus, elle se dirigeait vers une salle pour prendre part à un cours imminent. "Nous sommes en train de boucler l'année 2022-2023. Il nous reste un mois pour cela", confie-t-elle. Brice, 26 ans, est également étudiant, mais à la Faculté de droit et des sciences économiques (FDSE). Sourire aux lèvres, il sortait, le jour de notre rencontre, d'un examen dans lequel il avait assuré. "Nous sommes en pleine composition pour boucler l'année académique 2022-2023", partage-t-il.

Depuis 2019, ce désordre au niveau du calendrier pédagogique à l'UOB, mais également à l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) s'est installé comme une norme. Les responsables pointent du doigt la sortie tardive des procès-verbaux, outils importants de la validation des étudiants. Pour le Pr Frédéric Mambenga Ylagou, maître de conférences HDR en littératures africaines



Pour mettre un terme à ce désordre calendaire, il faut arrêter les grèves à répétition.

francophones et directeur du Centre de recherches en esthétiques langagières africaines à l'UOB, le problème est beaucoup plus profond qu'on le pense. "Les grèves à répétition du Snec (Syndicat national des enseignants et enseignants-chercheurs du Gabon, Ndlr) sont à l'origine de cette situation. En 2019, elles ont duré quatre mois. En 2020, deux mois. Et la pandémie de Covid-19 est venue alourdir les choses. Du coup, ces mois de passage à vide n'ont jamais été rattrapés. C'est le cas de l'UOB, de l'USTM et même de l'ENS (École normale supérieure,

Ndlr). À la seule différence qu'à l'ENS, qui est une grande école, les étudiants ne font que deux ans et s'en vont. Le problème se règle vite là-bas. Mais, les deux autres universités paient le prix fort de ce désordre calendaire", explique-t-il. Pour le Pr Noël Bertrand Boundzanga, enseignant-chercheur à l'UOB, écrivain et maître de conférences en littératures africaines francophones, les causes sont également à chercher dans les retards de l'État dans le respect des droits des enseignants et des étudiants, la décision de l'ancien ministre Moukagni

Iwangou de suspendre les cours en mars 2020, l'insuffisance des infrastructures et l'incapacité de passer un volume d'heures conséquent en numérique (en ligne via internet).

Au moment où les efforts sont mis en place pour rééquilibrer les choses, que faut-il désormais pour éviter de tomber à nouveau dans ce désordre calendaire ? "Il faut absolument en finir avec les grèves à répétition. Ensuite, au lieu d'interrompre le système d'orientation tel que cela avait commencé avec le Sosup (Secrétariat d'orientation scolaire, universitaire et professionnelle), il faut mettre en place un processus de rationalisation des effectifs dans les universités à tendances pléthoriques en 1re année par rapport à leurs capacités d'accueil", pense Pr Mambenga Ylagou.

Pour le Pr Boundzanga, les solutions pourraient consister à déclarer une année blanche pour reprendre un calendrier académique normal. À écraser un semestre avec des variations selon chaque département, comme l'a voulu la Faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH) de l'UOB. Et de faire deux années en une année en réduisant, dans ce cas, les volumes horaires.